



Déclaration liminaire – CTA du 17 octobre 2019

Monsieur le Recteur, Bienvenue à Lyon.

Nous espérons que nous aurons enfin un dialogue social ouvert et constructif dans cette instance car les motifs d'inquiétudes sont nombreux.

Sur tous les documents officiels de notre ministère, le slogan « l'école de la confiance » apparaît depuis de nombreux mois. Nous avons déjà eu l'occasion de dire ici ce que nous en pensons mais, puisque la loi a été votée, nous aimerions regarder devant nous.

Et devant nous, il y a une institution qui dysfonctionne par manque d'égard pour son personnel et donc pour les conditions réelles d'apprentissages des élèves.

Le suicide de notre collègue directrice à Pantin est venu jeter la lumière sur un mal-être grandissant au sein de l'école de la République et aucun corps n'est épargné. Car, derrière cette situation très médiatisée, on pourrait évoquer les cas de démissions ou de burn-out à tous les étages de notre institution, la tentative de suicide d'une principale d'un collège de Seine-saint-Denis ou les suicides de collègues du 1^{er} et du 2nd degré tout autour de nous.

Les effectifs de classes sont de plus en plus surchargés dans le premier comme le second degré. Des postes de PsyEN EDA ne sont pas pourvus retardant notamment les démarches auprès de la MDPH qui a déjà un retard dans le traitement des dossiers. Les AESH et les APSH sont trop peu nombreux et mal payés, quand ils le sont. Les remplaçants sont en nombre insuffisants voire critiques. Les taux d'encadrement explosent en UPE2A. Et que dire des directeurs dont la charge de travail et la pénibilité augmentent alors qu'ils ont perdu leurs aides administratives et que certains n'ont pas de décharge ou des inspecteurs qui hésitent de plus en plus entre la loyauté institutionnelle et la conscience professionnelle ?

Les conditions de travail se dégradent rapidement, sans même parler des agressions à répétition, physiques ou verbales, dans l'indifférence générale de notre institution.

On nous parle de GRH de proximité mais cela sert davantage à aider ceux qui veulent partir que ceux qui souhaitent rester et travailler dans de bonnes conditions.

Le moral des collègues se dégrade et notre ministère temporise et, comble du mépris, les agents doivent désormais prendre à leur charge tous les frais des soins en cas d'accident de service avant la reconnaissance par la commission, sans utiliser leur carte vitale.

Quelle cruauté ! Quel cynisme !

L'écart entre le discours sur la confiance et la bienveillance d'une part et les actes d'autre part se creuse et c'est insupportable.

Comment tenir les objectifs annoncés par le Président de la République sur le maintien des écoles rurales ou le déboulement des grandes sections quand les nombres de postes au concours diminuent ? Nous avons annoncé ici, après les annonces sur le choix des familles dans la réforme du Lycée, les déceptions à venir. Nous n'avons pas été entendu.

Aujourd'hui, on nous parle d'école inclusive. L'UNSA partage la vision d'une école pour tous, émancipatrice et démocratique. Cette ambition ne peut se résumer au recrutement d'AESH, indispensable mais insuffisant. Une école pour tous nécessite un effort sans précédent : personnels spécialisés, locaux adaptés, formation pour tous initiale et continue, allègement des classes, aménagement des temps de l'élève, conceptions pédagogiques rénovées.... Tous ces éléments font défaut aujourd'hui et ne permettent pas une inclusion réussie, mettant ainsi des élèves et des personnels en souffrance. Sur le terrain, nous sommes bien loin des beaux discours ministériels.

De même, la nouvelle organisation des régions académique nous interroge. Globalement ce qui importe pour nous, ce n'est pas de préserver la taille de nos académies. Celles-ci ont variées dans le temps et varieront encore. Ce qui nous importe vraiment, ce sont le devenir et la place des personnels ainsi que l'efficacité du service public en faveur des élèves et des étudiants. Pour ce faire, avec et auprès des autres personnels, les personnels administratifs ont besoin d'une organisation lisible et efficace, dont ils puissent partager les objectifs et pas d'un système bureaucratique et aveugle.

Nous, Unsa Education, nous battons d'abord pour avoir les meilleures conditions d'apprentissage possibles pour les élèves. Avec des conditions de travail pareilles pour les personnes qui en ont la responsabilité, ce sont les élèves, notre raison de nous réunir ici qui sont les victimes collatérales de cette organisation indigne.

Alors, s'il vous plaît, entendez ce que nous, partenaires sociaux, vous faisons remonter de la situation du terrain. Nous ne sommes pas à l'UNSA Education d'éternels insatisfaits alarmistes ni des opposants par principe. Nous sommes toujours force de propositions et nous sommes prêts à entendre vos contraintes pour peu que vous acceptiez de discuter et de co-construire des solutions d'urgence aujourd'hui et d'avenir ensuite.

Nous n'avons pas encore vu en quoi l'école était devenue celle de la confiance. Nous aimerions qu'elle soit déjà celle du respect, du dialogue social et de la bienveillance.